



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 17 octobre 2024

Le FMI a révisé à la baisse ses prévisions de croissance du PIB mexicain pour 2024, le fixant désormais à 1,5 %, contre 2,2 % précédemment anticipés en juillet. Cette diminution met en lumière un ralentissement économique, malgré une approche fiscale expansive adoptée par le gouvernement cette année.

LE CHIFFRE A RETENIR

1,5 %

Taux de croissance mexicain
en g.a. pour 2024 (FMI)

Pour 2025, le FMI prévoit une croissance de seulement 1,3 %, une estimation inférieure à celle de 1,6 % avancée précédemment en juillet. La dégradation des perspectives économiques s'expliquerait par plusieurs facteurs interconnectés. D'une part, les politiques monétaires qui demeurent restrictives, visant à contrôler l'inflation, augmentent le coût du crédit et découragent les investissements. Parallèlement, des contraintes structurelles, telles que des infrastructures insuffisantes et des pénuries de main-d'œuvre qualifiée, limitent la capacité de production des entreprises. Enfin, les récentes réformes institutionnelles suscitent des incertitudes chez les investisseurs, notamment concernant l'exécution des contrats et le respect de l'État de droit.

En dépit de ces prévisions pessimistes, le FMI note que la demande d'importations des États-Unis et la restructuration des chaînes d'approvisionnement mondiales pourraient potentiellement améliorer la situation économique mexicaine à court terme.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

A l'occasion de la 14ème édition du Dialogue États-Unis-Mexique regroupant près de 240 dirigeants et chefs d'entreprises des deux pays, la Présidente Claudia Sheinbaum a déclaré que le Mexique devrait attirer des investissements privés pour un montant d'environ 20 Mds USD en 2025. Ces investissements incluent 15 Mds USD de Pacific México, 1,5 Md USD de Royal Caribbean pour un projet touristique dans le sud de Quintana Roo ou encore 10,4 Mds USD de Woodside Energy pour la construction d'un dépôt de combustibles fossiles en partenariat avec Pemex. Amazon a par ailleurs promis d'investir 6 Mds USD pour le développement de son réseau logistique. La Présidente Sheinbaum a souligné l'importance du renforcement du T-MEC (USMCA) entre le Mexique, les États-Unis et le Canada, pierre angulaire du développement régional. Elle a également annoncé la création d'une Agence de Transformation Digitale, qui facilitera les investissements en réduisant les procédures administratives. Le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, a précisé que ces investissements pourraient atteindre 30 milliards USD d'ici la fin de l'année prochaine, témoignant de la confiance accrue des investisseurs, notamment américains, à l'égard du nouveau gouvernement et de son potentiel économique.

Le Sénat a approuvé les conditions de l'enregistrement des candidats pour la première élection au scrutin direct de 881 juges et de magistrats, prévue pour le 1er juin 2025. La Chambre haute a lancé un appel aux trois branches du gouvernement, à savoir les branches exécutive, législative et judiciaire, à former des Comités d'évaluation (avant le 31 octobre) qui seront chargés d'un appel à candidatures qui aura lieu du 5 au 24 novembre 2024. Les Comités auront pour mission de retenir les meilleurs profils remplissant les conditions d'éligibilité avant le 31 janvier et de transmettre les listes de candidats à l'autorité représentant chaque branche le 4 février 2025. Ensuite, chaque Comité d'évaluation procédera à une *insaculación* (tirage au sort) publique pour obtenir les listes définitives de candidats. Les listes seront approuvées par les trois branches et envoyées au Sénat au plus tard le 8 février, et à l'Institut National Electoral (en charge d'organiser les élections) avant le 12 février. Pour rappel, la

réforme constitutionnelle du système judiciaire permettant l'élection des juges et magistrats au suffrage direct, qui a été approuvée par la nouvelle législature début septembre, a suscité de vives préoccupations parmi la société civile et internationale, craignant notamment l'infiltration du crime organisé dans les organes judiciaires.

Finances publiques

Le coût financier de la dette publique aurait atteint un niveau record de janvier à août 2024, s'élevant à 36,3 Mds USD (+4 % g.a.). Ce montant a toutefois été inférieur de 2,3 Mds USD au montant prévu dans le budget 2024. Le ministère des Finances souligne en outre que si le coût financier en monnaie externe (9,1 Mds USD) a diminué de -9 % g.a. au cours de la période, le coût financier en monnaie nationale (27,2 Mds USD) a quant à lui augmenté de 9,3% g.a. Le coût financier de la dette devrait représenter 14 % des dépenses publiques en 2024, figurant parmi les postes exerçant les plus fortes pressions sur les finances publiques. Pour rappel, le resserrement monétaire entamé par Banxico en 2021 pour lutter contre l'inflation a eu pour effet d'alourdir le service de la dette et d'accroître la pression sur les finances publiques.

Claudia Sheinbaum a présidé la cérémonie de lancement des travaux préliminaires à la construction du train de voyageurs Mexico-Queretaro, qui devrait réduire de 40 % le temps de trajet sur un itinéraire de 225 kilomètres. Le train partira du terminal de Buenavista à Mexico vers la capitale de Queretaro et passera par San Juan del Río. Après trois années de construction, la flotte de trains d'une capacité de 450 personnes devrait bénéficier aux 30 000 personnes qui voyagent quotidiennement entre Mexico et Queretaro. Les travaux seront réalisés par un groupe d'ingénieurs militaires dépendants du ministère de la Défense nationale, lequel a consacré la moitié de son budget sur les six dernières années à la construction de projets d'infrastructure. Pour rappel, dans sa feuille de route, les « *100 pas pour la transformation* », la Présidente Claudia Sheinbaum s'est engagée à promouvoir le développement ferroviaire pour le transport des passagers en construisant plusieurs lignes.

Climat des affaires

L'ancien président américain et candidat pour les futures élections de novembre 2024, Donald Trump, a déclaré qu'il pourrait imposer des droits de douane « terribles » sur les voitures fabriquées au Mexique s'il était réélu président en 2024. Lors d'une interview au Club économique de Chicago, il a affirmé que le Mexique "ne vendrait pas une seule voiture aux États-Unis", pointant du doigt la construction d'usines automobiles par la Chine au Mexique. Selon lui, des droits de douane élevés, pouvant atteindre 200 %,

inciteraient les entreprises à relocaliser leur production aux États-Unis. Trump a estimé que cette politique pourrait avoir un effet positif sans impacter les consommateurs américains. Cependant, de nombreux économistes prévoiraient une hausse de la dette américaine et de l'inflation si ces mesures étaient appliquées.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	17/10/2024
Bourse (IPC)	1,18%	5,13%	52 483,62 points
Change MXN/USD	1,79%	10,37%	19,9
Change MXN/EUR	1,36%	13,37%	21,62
Prix du baril mexicain	-3,88%	-21,38%	65,44

Amérique centrale

Costa Rica

Selon un rapport présenté par le ministère des Finances, le déficit budgétaire du Costa Rica se serait élevé à 2,5 % du PIB fin août 2024, soit 2,4 Mds USD. Le déficit se serait creusé de 0,5 point de pourcentage (pp) par rapport à la même période l'année dernière. Ce creusement serait dû à la faible croissance des recettes, en particulier des recettes fiscales, et à l'augmentation des dépenses par rapport à l'année dernière. Le ministère des Finances souligne également le poids des salaires des fonctionnaires et des intérêts sur la dette publique. Selon les autorités costariciennes, le paiement d'intérêts sur la dette aurait atteint 3,28 Mds USD en août 2024, soit l'équivalent de 3,4 % du PIB.

Le ministère des Finances du Costa Rica a annoncé que le pays est engagé dans un processus pour se conformer aux normes fiscales internationales et s'efforce de satisfaire une dernière exigence pour être retiré de la liste « grise » de l'UE en matière de coopération fiscale. La loi 10.488, adoptée en mai 2024, aurait renforcé le système d'échange d'informations et conféré à l'Administration fiscale des pouvoirs de supervision et de sanction, permettant ainsi au pays de créer des conditions favorables à une meilleure collaboration internationale en matière fiscale. Le Costa Rica, précédemment classé sur la « liste noire »¹ des pays non coopératifs en matière fiscale jusqu'en 2023, est désormais sur la « liste grise »² des États qui se sont engagés à mettre en œuvre les principes de bonne gouvernance fiscale et ont entamé des réformes en ce sens. Le pays aurait réussi à répondre à quatre exigences et essaierait de remplir la dernière pour être retiré de cette liste. La prochaine révision de la liste est prévue pour février 2025.

El Salvador

Le gouvernement du Salvador a accepté le rachat anticipé de ses obligations de dette extérieure arrivant à échéance entre 2027 et 2052 pour 940 M USD, intérêts compris. L'offre de rachat par le Salvador de ses obligations, qui s'élèvent à quelques 7,2 Mds USD, s'est clôturée jeudi. A la mi-avril, le gouvernement du Salvador avait accepté le rachat anticipé de ses obligations arrivant à échéance entre 2025 et 2029 pour 469,9 M USD. Ce n'est pas la première fois que le Salvador procède à un rachat anticipé de ses obligations, puisqu'en 2022, il avait lancé deux opérations similaires et acheté des obligations pour 647 M USD. Standard and Poor's (S&P) Global Ratings considère que le rachat annoncé la semaine dernière est « opportuniste », estimant que les autorités auraient pu respecter leurs engagements financiers sans cette opération. L'agence a ainsi confirmé qu'elle maintenait la note de crédit à long terme du Salvador à « B- » et sa note à court terme à « B », et que les perspectives pour les notes à long terme restaient stables.

Le Salvador réduit son risque pays de 89 points dans l'indice des obligations des marchés émergents (EMBI). L'indicateur suit une forte tendance à la baisse et se rapproche de plus en plus des 500 points, atteignant 504 points au 7 octobre, bien que demeurant le plus élevé d'Amérique centrale. La tendance à la baisse du risque pays concerne tous les marchés émergents (pour l'Amérique latine, la baisse est de 25 points). En Amérique latine, le Salvador se classe au cinquième rang, derrière le Venezuela, la Bolivie, l'Argentine et l'Équateur. Selon les analystes, si le Salvador cherchait des fonds sur les marchés internationaux en émettant de la dette, le taux qui lui serait appliqué serait d'environ 10 %.

¹ La « Liste noire » est en réalité l'annexe I des conclusions adoptées par le Conseil ECOFIN.

² La « Liste grise » est en réalité l'annexe II du même document.

Guatemala

L'économie guatémaltèque aurait enregistré une croissance de 3,7 % au T2 2024. Le rapport de la Banque centrale du Guatemala (Banguat) indique que ce résultat est supérieur aux 3,2 % du T1 2024, et constitue une légère décélération par rapport à la même période de l'année dernière (avec 4,1 %). Le PIB trimestriel s'élèverait à 151,6 Mds GTQ (soit environ 19,6 Mds USD) au T2 2024, en raison de l'augmentation observée de la demande intérieure, tirée par les dépenses de consommation des ménages et l'investissement en machines et équipements. On note également une augmentation des importations et de la demande extérieure de biens et de services.

Honduras

Les réserves internationales du Honduras seraient tombées à 6,7 Mds USD. Selon les derniers chiffres de la Banque centrale du Honduras (BCH), les réserves nettes du pays couvriraient 4,3 mois d'importations. Elles auraient ainsi baissé d'environ 10 % depuis la fin de l'année 2023, date à laquelle elles s'élevaient à 7,5 Mds USD, soit l'équivalent de 5,1 mois d'importations. Une mission du FMI procède actuellement à la première et à la deuxième revue de l'accord actuel, qui a été approuvé selon les modalités de la Facilité élargie de crédit et de la Facilité élargie de crédit (FEC/FEC). Les analystes avertissent que cette situation pourrait affecter les projections économiques du pays et sa capacité à respecter ses engagements internationaux.

Nicaragua

Le Nicaragua rompt ses relations diplomatiques avec Israël. La présidence du Nicaragua a annoncé la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement d'Israël, « en solidarité avec le peuple palestinien », quelques heures après que l'Assemblée nationale ait approuvé à l'unanimité une déclaration demandant cette mesure au président Ortega.

L'UE prolonge d'un an les sanctions contre le Nicaragua. Le Conseil de l'Union européenne (UE) a prorogé jusqu'au 15 octobre 2025 les mesures restrictives adoptées en réponse à la crise politique et sociale au Nicaragua. Les mesures s'appliquent à 21 personnes, dont Rosario Murillo, vice-présidente et épouse du président Daniel Ortega, et trois de ses enfants, ainsi qu'à trois entités. Les personnes désignées font l'objet d'un gel de leurs avoirs, d'une interdiction de voyager, et il est interdit aux citoyens et aux entreprises de l'UE de mettre des fonds à leur disposition. Le régime de sanctions a été introduit pour la première fois en octobre 2019 suite à la détérioration de la situation politique et sociale dans le pays.

Les réserves internationales brutes du Nicaragua s'élèveraient à 6 Mds USD à septembre 2024. Le solde des réserves internationales brutes (RIB) de la Banque centrale du Nicaragua a atteint 6,048 Mds USD en septembre, soit une hausse de 17,2 % g.a. Selon la Banque centrale, cette hausse est due principalement à des comptes nets du secteur public non financier, des achats nets de devises au guichet de change de la Banque centrale, des intérêts reçus de l'étranger par l'émetteur et l'entrée de ressources externes dans le secteur public non financier.

Panama

La Banque mondiale projette une croissance de 2,4 % en 2024 et de 3 % en 2025 pour le Panama. C'est 0,4 pp de plus par rapport aux prévisions pour la région Amérique latine et Caraïbes pour 2025. Selon l'institution, le pays devrait profiter de sa position stratégique grâce au Canal. Elle souligne par ailleurs le potentiel des activités de *nearshoring* (relocalisation de la production ou de l'approvisionnement de biens et de matières premières à proximité de marchés à forte consommation) qui ne seraient pas assez développées. La Banque mondiale suggère au Panama d'entamer des réformes afin de profiter pleinement de ce potentiel et d'attirer des investissements publics et privés, qui restent relativement faibles dans le pays.

Le ministère de l'Economie (MEF) évalue à 1,5 Md USD les pertes de revenus de l'ITBMS (l'équivalent de la TVA) dues à l'évasion fiscale en 2024. Plusieurs défauts de fonctionnement du système actuel seraient mis en avant, notamment la difficulté pour le MEF de recevoir directement les taxes. Selon le ministère, le mode de déclaration des factures, qui n'est pas instantané, serait à l'origine d'erreurs ou de retards de paiement de la part des intermédiaires commerciaux. Pour remédier à cette situation et accroître ses recettes, le gouvernement envisagerait une réforme de la structure de la Direction générale des revenus (DGI) afin d'assurer une collecte d'impôts plus optimale, plus directe et moins dépendante des intermédiaires commerciaux. Entre janvier et septembre 2024, les recettes courantes de l'Etat auraient atteint 4,9 Mds USD, soit 1,1 Md USD de moins qu'initialement budgété. Le rapport préliminaire de la DGI sur la collecte d'impôts prévoirait pour fin septembre 2024 des ressources inférieures de 32,4 % à ce qui était prévu, et 10,3 % de moins que pour la même période en 2023. Selon l'administration, une réforme du système de collecte de l'ITBMS pourrait permettre de renforcer la stabilité fiscale du pays, sans augmenter les impôts.

Le projet de loi sur le budget 2025, initialement fixé à 26,08 Mds USD et déposé début octobre, a été retiré de l'Assemblée nationale pour révision, puis remplacé par une nouvelle proposition portant le budget à 26,83 Mds USD. Le retrait pour réexamen fait suite à des commentaires de la part de la commission du budget, soulignant des incohérences avec certaines lois et

délais imposés par ailleurs. Le nouveau document prévoirait une allocation de 9,3 Mds USD pour les secteurs de l'éducation, de la santé, des infrastructures (notamment le métro de Panama, le quatrième pont sur le Canal, le plan de réhabilitation des routes, ...), de l'environnement, de la sécurité et de l'eau. Le ministère des Finances a précisé que le budget devrait notamment inclure des fonds pour le lancement du projet de train vers Chiriqui et pour le téléphérique de San Miguelito. L'Assemblée dispose jusqu'au 26 octobre pour débattre du projet de loi et décider de son approbation ou de son rejet. Si le projet est refusé, le budget de 2024, qui dépasse les 30 Mds USD, serait reconduit.

Caraïbes

Barbade

L'agence de notation Fitch a amélioré la note de la Barbade, passant de B à B+, associée à une perspective stable. Selon Fitch, cette mise à niveau reflèterait les importants excédents primaires continus du pays, qui ont permis de réduire rapidement le ratio dette/PIB, même s'il reste élevé (114,3 % en mars 2024). L'agence de notation rapporte par ailleurs que ces progrès budgétaires seraient dus à la mise en œuvre réussie des réformes structurelles dans le cadre de programmes comme le Mécanisme élargi de crédit (MEC) et le Mécanisme de résilience et de durabilité (RSF) du FMI, ainsi que le plan local de redressement et de transformation économique de la Barbade (BERT). Fitch souligne toutefois que le pays reste très vulnérable aux chocs du fait de sa taille et de sa dépendance à certains secteurs comme le tourisme.

Jamaïque

Selon l'Institut jamaïcain de statistiques, en septembre 2024, l'inflation serait de + 5,7 % en g.a. Ce chiffre aurait été influencé par le taux d'inflation des catégories « alimentation et boissons non-alcoolisées » (+ 6,9 %), « transports » (+ 9,1 %) et « logement, eau, électricité, gaz et autre combustibles » (+ 3,6 %). Cependant, les prix auraient légèrement baissé entre août et septembre 2024 (- 0,2 %), tirés par la baisse des prix de l'essence et de l'électricité sur cette période. Selon l'Institut cela s'est avéré suffisant pour compenser la hausse des prix de certains produits alimentaires et des frais de scolarité.

Cuba

La période 2023-2024 a été marquée par un déficit de production en matière agricole. Certaines des productions majeures du pays se trouvent considérablement en deçà des besoins de la population. Parmi les productions en nette baisse, on trouve par exemple les œufs, estimés à 2,2 M d'unités en 2023, contre 5 M en 2020. Cette diminution serait une conséquence directe de la perte de poules pondeuses (- 5 M de poules entre 2020 et 2024). Le secteur porcin, quant à lui, présente une tendance similaire, avec une diminution de plus de 70 % des femelles reproductrices au cours des quatre dernières années. Au-delà d'une production insuffisante, le secteur agricole subit d'importantes pertes, liées notamment au dysfonctionnement de la planification, du réseau de transport et distribution ainsi que l'obsolescence des équipements et des infrastructures de stockage. Les autorités cubaines attribuent cette situation principalement à l'augmentation des prix sur les marchés internationaux (engrais, matières premières, aliments pour le bétail, etc.), la pénurie de carburant et l'impact des sanctions américaines. Selon le recensement agricole, actuellement en cours, le pays compte à peine 440 000 producteurs agricoles dont 32 % disposent de moins d'un hectare de terre, destiné plutôt à l'autoconsommation. Dans un contexte de crise de liquidités, l'Île importe 80 % de ses besoins alimentaires pour un coût dépassant les 2 Mds USD, dont environ 800 M USD correspondent à des produits agricoles pouvant être produit localement.

République Dominicaine

Selon le rapport hebdomadaire d'exécution budgétaire de la Direction Générale du Budget, du 1er janvier au 4 octobre 2024, le paiement des intérêts de la dette dominicaine a représenté 2,8 % du PIB. En effet, au cours des neuf premiers mois de 2024, le gouvernement dominicain a alloué un montant total de 263,8 Mds DOP (4 Mds EUR) pour couvrir ces intérêts. Ce chiffre met en lumière l'importance croissante de la dette publique dans les finances nationales, soulignant ainsi la nécessité de trouver des solutions durables pour gérer cette charge. La récente proposition de réforme fiscale, qui n'a pas encore trouvé de consensus parmi les divers secteurs du pays, devrait veiller à réduire le déficit budgétaire et à assurer une croissance économique durable sans compromettre les services publics essentiels.

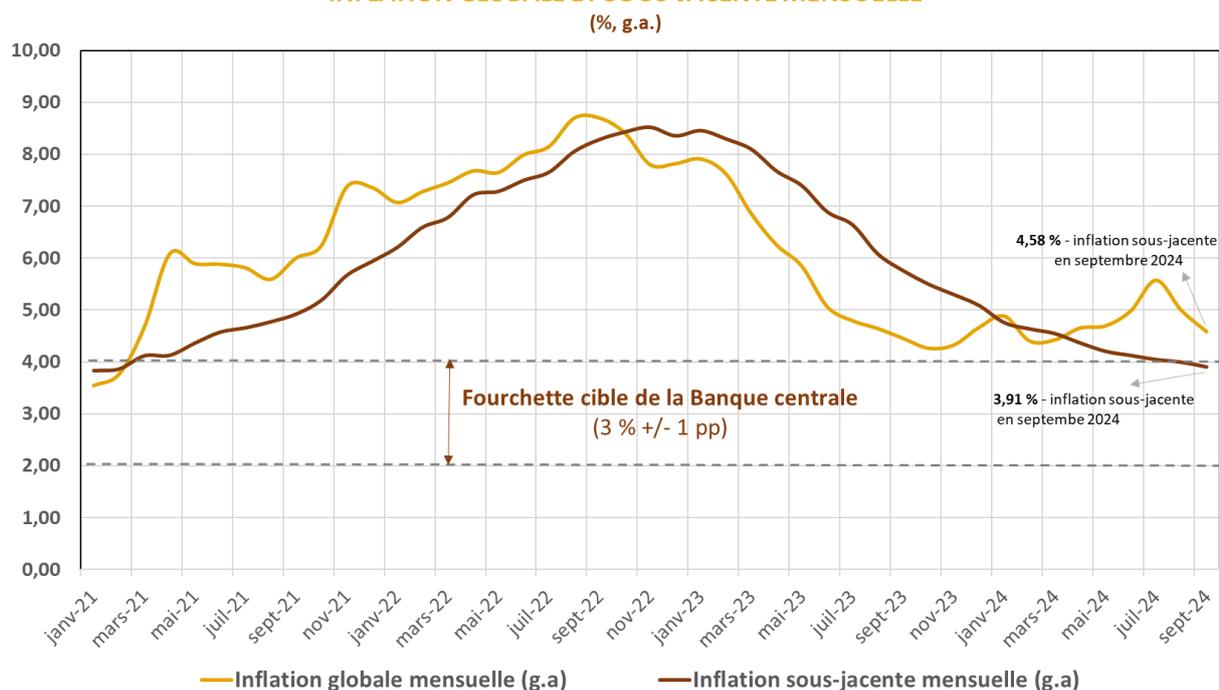
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	1,5%	55,6 %	4 %	10,75%
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	4,25%
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	4,75%
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	4,00%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00%
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	6,50%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	6,50%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Juillet 2024

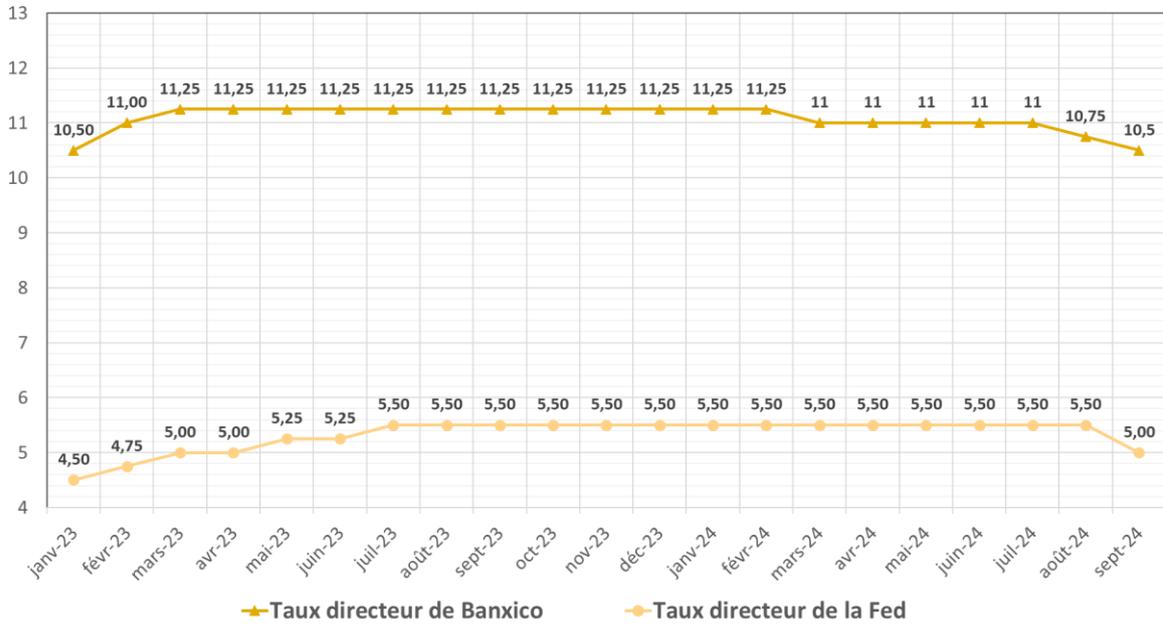
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



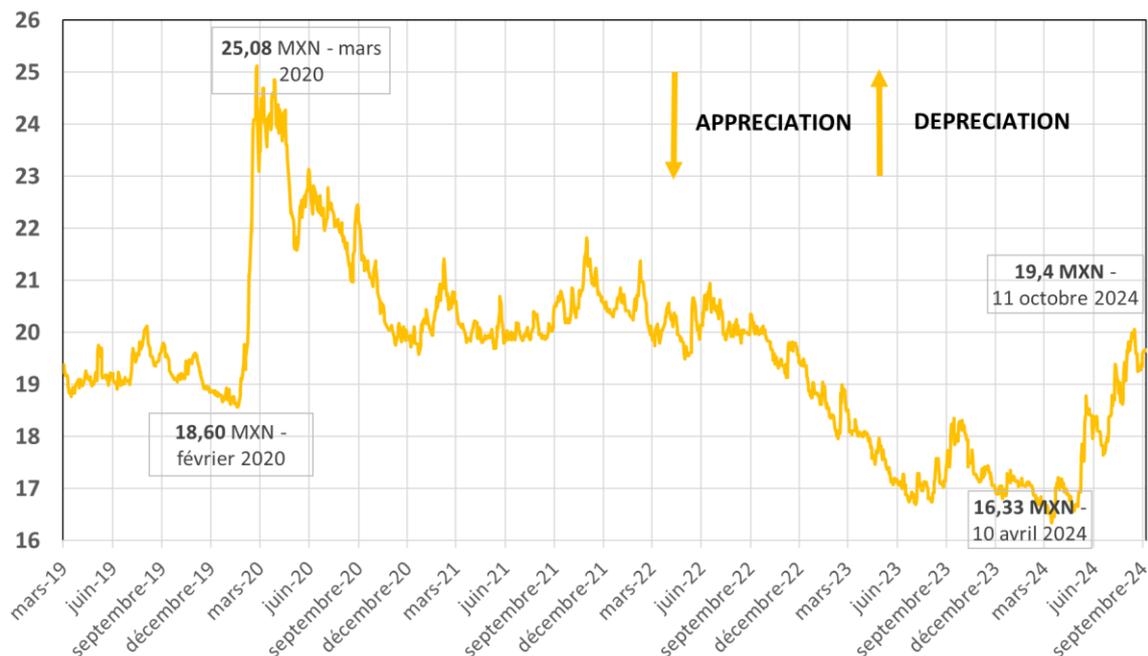
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,5	5,00	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

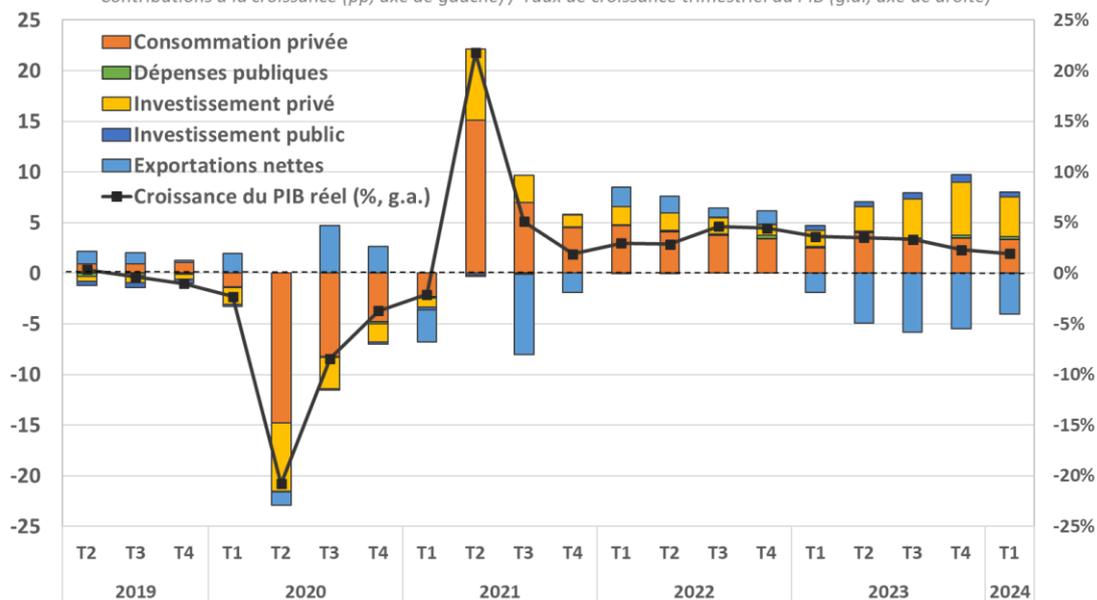
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

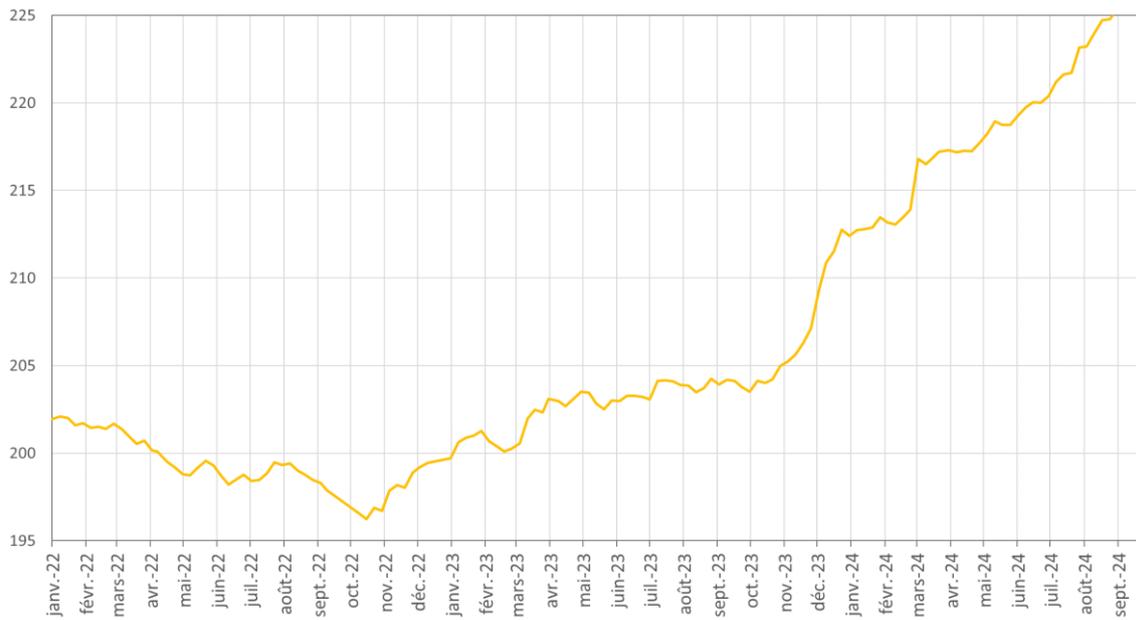
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr